

Liste correspondant aux intérêts communautaires

Conseil de Communauté du 13 octobre 2016

Applicable au 31/12/2016

(majorité qualifiée)

&&&&&

COMPETENCES OBLIGATOIRES

1) Aménagement de l'espace (Article L.5214-16 / I / 1°)

Intérêt Communautaire :

- *Toute ZAC implantée sur le territoire d'une commune membre, dont la superficie est supérieure à 60 ha et comporte un minimum de 30% de logements sociaux et au moins 3 équipements collectifs d'intérêt communautaire.*
- *Toute ZAC dont le périmètre concerne au moins 3 communes membres pour un même projet d'aménagement global.*

COMPETENCES OPTIONNELLES

2) Protection et mise en valeur de l'environnement

Intérêt communautaire :

2-1 Les ruisseaux et les cours d'eaux non domaniaux :

- La Save, le Touch, L'aussonnelle, ainsi que les affluents de ces rivières ou cours d'eau.

2-2 L'Agenda 21 :

Elaborer le diagnostic intercommunal pour un projet de territoire :

- mettre en œuvre les fiches actions et assurer le suivi des réalisations intercommunales pour les 5 domaines suivants :
 - Lutte contre le changement climatique (déplacements, transports, habitat, énergie)
 - Préservation de biodiversité des milieux et ressources naturelles (aménagement de l'espace, tourisme, agriculture, patrimoine, eau, sol)
 - Epanouissement de chacun (logements sociaux, loisirs, services publics, actions culturelles et sportives)
 - Solidarité (emploi, actions intergénérationnelles, fiscalité locale)

- Adoption de modes de consommation et de production durables (développement économique, déchets, agriculture)
- Harmonisation de mise en œuvre
- Evaluation périodique : objectifs/plan d'action

3) Création, aménagement et entretien de la voirie (Article L.5214-16 / II / 3°)

Intérêt communautaire :

- *Toutes les voiries communales ainsi que les places et espaces de stationnement, les trottoirs et pistes cyclables, à l'exception des chemins ruraux et des voiries de lotissement ou de ZAC non intégrées dans le domaine public communal. Une annexe « voirie », sous forme de tableau, précise la répartition des compétences entre communes membres et communauté de Communes.*

4) Politique du logement et du cadre de vie (Article L.5214-16/ II /2°)

Intérêt communautaire :

- *Elaboration et suivi d'un programme local d'habitat par la constitution de réserves foncières, l'achat d'immeubles, pour la création de logement sociaux. Cette élaboration devra tenir compte de la mixité des fonctions et de la diversité de l'offre de logement, y compris :*
 - *Participation totale ou partielle à la garantie d'emprunt pour les logements sociaux à venir, le Maire affectant le contingent réservataire.*
 - *Etudes diverses : locatifs/investisseurs, locatifs/social.*
 - *Participation au FSL*
 - *Participation au fonds d'aide aux accédants en difficulté.*
 - *Le Programme local d'habitat*
 - *intègre les orientations relatives à la création et à la gestion des aires d'accueil pour les gens du voyage*
 - *la mise en œuvre d'un observatoire du logement social.*
- *Les opérations en faveur du logement des personnes défavorisées concernent la gestion des logements d'urgence et des logements temporaires.*
- *Les actions en faveur du logement des personnes défavorisées ou handicapées ainsi que les aides à l'amélioration de l'habitat et du logement sont conditionnées à plusieurs critères*
 - *Un plafond de dépenses subventionnables*
 - *le bénéfice, par le propriétaire, d'une subvention de l'ANAH, pour le même dossier.*

5) Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire. (Article L.5214-16/ II /4°)

Intérêt communautaire :

Tout équipement collectif dont l'utilisation est prévue à plus de 50% de la surface ou du temps d'utilisation ou du nombre d'utilisateurs par au moins 5 communes membres autres que celle sur le territoire de laquelle l'équipement est implanté.

6) Action sociale d'intérêt communautaire (Article L.5214-16 / II / 5°)

Intérêt communautaire :

- *Etablissement d'un partenariat avec les organismes en charge de l'emploi et de la formation pour assurer une meilleure diffusion des offres et un meilleur retour à l'emploi.*
- *Développer des actions en faveur des retraités, des personnes âgées et des personnes dépendantes en liaison avec les organismes correspondants.*
- *Créer et gérer des centres sociaux implantés ou à implanter sur le territoire de la Communauté de Communes, comme lieux d'échange, de participation et de développement des relations inter-génération.*
- *Créer, gérer des équipements collectifs à caractère socio-éducatif, récréatif et social.*
- *Pour la création et la gestion des équipements collectifs à caractère socio-éducatif, récréatif et social, l'intérêt communautaire est défini comme suit : Tout équipement collectif dont l'utilisation est prévue à plus de 50% de la surface ou du temps d'utilisation ou du nombre d'utilisateurs par au moins 5 communes membres autres que celle sur le territoire de laquelle l'équipement est implanté.*

&&&&&

VOIRIE

TABLEAU DE REPARTITION

annexe à la délibération du N°2016.....du 13 Octobre 2016

NATURE	COMPETENCE			COMPETENCE		
	décisions, responsabilité, financement communauté de communes		Fonctionnement entretien	décisions, responsabilité, financement Commune		Fonctionnement entretien
	Investissement Création, aménagement	Investissement Création, aménagement		Investissement Création, aménagement	Investissement Création, aménagement	
voie communale faisant partie du domaine public						
la chaussée	X		X			
les bordures destinées à retenir la chaussée	X		X			
les accotements	X		X			
la piste cyclable, lorsqu'elle est sur l'emprise de la bande de roulement	X		X			
les ponts et passages souterrains nécessaires à l'utilisation de la voie	X		X			
les murs de soutènement nécessaires à l'utilisation de la voie	X		X			
les glissières de sécurité	X		X			
les égouts pluviaux alimentés par la voirie	X		X			
les panneaux directionnels	X		X			
le sous-sol de la voirie	X		X			
les fossés et talus	X		X			
les trottoirs et bordures de trottoirs	X		X			
les pistes cyclables sur trottoirs	X		X			
les plantations				X		X
les aires de repos	X		X			
les refuges	X		X			
les parcs de stationnement	X		X			
places ouvertes à la circulation automobile	X		X			
les équipements lumineux	X		X			
les espaces verts				X		X
le mobilier urbain				X		X
les panneaux publicitaires				X		X
les panneaux de signalisation				X		X
les feux tricolores				X		X
les barrières de dégel				X		X
voirie communale faisant partie du domaine privé de la commune				X		X
toutes les dépendances liées à l'utilisation de cette voie				X		X
chemin rural				X		X
signalisation directionnelle des hameaux et lieux-dits				X		X